

Pacte pour la démocratie urbaine

Les conditions de vie équivalentes – un nouveau projet de la grande coalition à Berlin – font partie des fondements des démocraties européennes permettant de rétablir l'équilibre de la liberté et de la justice à l'échelle sociale et territoriale.

Les plus grandes ruptures sociétales de l'Union européenne se concentrent dans les quartiers dans lesquels on retrouve différentes inégalités qui se cumulent et deviennent de plus en plus souvent chroniques. En ce qui concerne l'équivalence des conditions de vie, la problématique de ces « **quartiers diversifiés** » présente des défis plus importants que les traditionnelles différences entre la ville et la campagne.

La signification et la dynamique de cette évolution exige une nouvelle approche orientée projet de la part des communes, des Länder et de la Fédération (Bund) qui devrait être mise en œuvre sous forme de contrats de développement en partenariat. Pour ce faire, il est nécessaire d'apporter des solutions groupées à l'échelle locale pour les champs d'activités principaux dont font partie le marché du logement, l'évolution des postes de travail, l'intégration, la migration, l'écologie, les inégalités dans le système de l'éducation et la situation sécuritaire.

Depuis trop longtemps, le développement de ces quartiers a été mal interprété comme un phénomène sociétal qu'il faut affronter par des moyens liés à l'urbanisme et des programmes. Ceci a échoué et au lieu de cela, les « banlieues » en France et les « quartiers sensibles » en Allemagne sont devenus une caractéristique omniprésente qui a des répercussions négatives sur la confiance en la démocratie et en la capacité d'action perçue de l'État.

En France, de nombreuses villes se sont associées dans le « **Pacte de Dijon** », afin de proposer aux niveaux de l'État, sous une forme d'« autonomisation », un partenariat contractuel ciblé avec des étapes pratiques et variées. En Allemagne, l'« **Appel de Mannheim** » met l'accent sur le fait que les mesures correctives sur le plan budgétaire ne peuvent, à elles seules, arrêter la crise appréhensible des institutions publiques jusqu'à une perte de contrôle social.

En mars 2019, une réunion franco-allemande de la fondation Wüstenrot avec la ville de Mannheim et du Städtetag Baden-Württemberg (association des villes du Bade-Wurtemberg) a permis de tirer un bilan de la situation dans ces quartiers diversifiés.

Les rapports des villes ont montré clairement que l'État et les villes peuvent et doivent interagir et établir des règles du jeu démocratiques sûres ainsi que donner l'occasion de concrétiser les opportunités sur place de manière **appréhensible, avec une présence réelle, concentrée sur les domaines essentiels, ciblée et participante**.

Dans cette perspective, l'action de l'État **devra** également **s'immiscer** dans la société civile de manière proactive en vue du développement d'un sentiment de communauté.

Dans ces quartiers, il faut **un État « agile »** qui puisse réagir rapidement également concernant une participation ponctuelle grâce à l'utilisation de nouvelles plateformes de communication.

Là où il y a injustice et inégalité, quelle que soit l'envergure de l'île où elles règnent, et d'où résulte la destruction de la cohésion territoriale, il faut, de manière cohérente, **mettre l'accent sur la lutte contre les conditions de vie inégales** comme cela est prévu par la commission susmentionnée. De telles îles finissent par représenter un danger global pour notre démocratie.

Le défi politique est alors de ne pas continuer à agir comme par le passé, mais d'inciter les **différents niveaux d'administration** de prendre leurs responsabilités **en vue d'une action concrète et concertée** sur place, dans les quartiers présentant des défis particuliers.